

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**Opération :** Réhabilitation du 23, rue Inkermann à LILLE (59) Lot 2

**Client :** SCIENCE PO LILLE  
**Adresse des travaux :** 23 rue Inkermann  
59000 LILLE

**Aff. N° :** C-LICS-2023-30-169914  
**Opération de catégorie :** Niveau 2

**CSPS :** Clement LESNE  
**Mail :** [clement.lesne@btp-consultants.fr](mailto:clement.lesne@btp-consultants.fr)  
**Mobile :** +33786709557

**Agence :** Agence Lille  
7 Rue Christophe Colomb  
59700 MARCQ EN BAROEUL  
**Fixe :** +33328072810

**Initié le :** 28/08/2023  
**Date de mise à jour :** 26/09/2023



Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	28/08/2023		Clement LESNE	Conception
1	26/09/2023	- mise à jour générale suite à la réception du PRO / DCE	Clement LESNE	Conception

## Sommaire

<b>Renseignements administratif</b>	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
<b>Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS</b>	4
1. Particularités de l'opération	4
2. Polluants	5
3. PIC	11
4. Réseaux	12
5. Installations de chantier	15
6. Circulations piétons et véhicules	18
7. Stockage	19
8. Évacuation des déchets et matériaux	20
9. Protections Collectives	20
10. Spécificités complémentaires	21
11. Secours	22
<b>Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent</b>	23
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	23
2. Modalités d'interventions	23
3. VIC - P.P.S.P.S.	24
4. Accueil sur site et formation	24
5. Modalités de coopération	24
6. Enchaînement des tâches	25
7. Travaux superposés	25
8. Visite et courrier des Organismes	25
9. Non-respect du Code du Travail	25
<b>Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)</b>	26

## Renseignements d'ordre administratif

### 1. Description sommaire de l'opération

Sciences Po Lille prévoit un chantier de réhabilitation lourde sur 800m<sup>2</sup> bâti environ au 23, rue Inkermann à Lille.  
Le planning souhaité est une ouverture du bâtiment courant 1er semestre 2024 avec un démarrage des études en janvier 2023.  
Travaux réalisés en 2 phases soit :  
- la première phase : Désamiantage / déplombage  
- la seconde phase : Réalisation de la réhabilitation.

### 2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 10 mois  
- Démarrage prévisionnel : courant 2023  
- Effectif prévisionnel : -

### 3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

### 4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	DÉMOLITION - CURAGE	-	-
02	GROS ŒUVRE - INSTALLATIONS DE CHANTIER	-	-
03	RAVALEMENT DE FACADE	-	-
04	CHARPENTE MÉTALLIQUE - MENUISERIE MÉTALLIQUE - SERRURERIE	-	-
05	CHARPENTE BOIS - OSSATURE BOIS	-	-
06	COUVERTURE - ÉTANCHÉITÉ	-	-
07	BÉTON DE CHANVRE	-	-
08	PLATRERIE - MENUISERIE INTÉRIEURE - AGENCEMENT	-	-
09	REVÊTEMENTS DE SOLS DURS	-	-
10	REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES	-	-
11	PEINTURE	-	-
12	PLOMBERIE SANITAIRE / CVC	-	-
13	ELECTRICITÉ - PHOTOVOLTAÏQUE	-	-
14	PHOTOVOLTAÏQUE	-	-

### 5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	SCIENCE PO LILLE	-	Louis VINCHON	+33617461652 louis.vinchon@sciencespo-lille.eu
Coordonnateur SPS	BTP CONSULTANTS LILLE	BTP Consultant - Agence de Lille 7 Rue Christophe Colomb 59700 - MARCQ EN BAROEUL	Clément LESNE	+33786709557 clement.lesne@btp-consultants.fr

**Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS****1. Particularités de l'opération****Contraintes spécifiques**

Interdictions : à préciser  
Servitudes : à préciser  
Contraintes techniques : à préciser

**Autorisations administratives**

Occupation du domaine public : demande en cours/obtenue  
Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise : demande en cours/obtenue  
Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise : demande en cours/obtenue  
Raccordement aux réseaux publics : demande en cours/obtenue  
Installation de grue et de survol : demande en cours/obtenue

**Permis feu**

PC sécurité : SCIENCES PO LILLE  
Institut d'Etudes Politiques de Lille/Sciences Po Lille  
Adresse : 9 rue Auguste Angellier à LILLE

Téléphone : à préciser  
Accès par : à préciser

## 2. Polluants

### Amiante

#### Particularités :

Diagnostic établi par AC ENVIRONNEMENT

Le 29/08/2022

Synthèse du diagnostic : Présence d'amiante

Dispositions retenues :

#### Généralités :

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra assurer le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait prévoir la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisée par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage, qui est intégrée au PRC, sera soumise à avis de la maîtrise d'œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Localisation	Catégorie	Composant	Partie de composant	Sur avis / réf pré.
Vol 8 (Atelier)	Façades	Bardages	Plaques en fibres-ciment	P41
Vol 9 (Hangar)	Façades	Bardages	Plaques en fibres-ciment	P41
Vol 8 (Atelier)	Toiture et étanchéité	Plaques ondulées	Plaques en fibres-ciment	P42
Vol 8 (Atelier)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit eau	Conduit en fibres-ciment	P44

## Plomb

Particularités :

Diagnostic établi par AC ENVIRONNEMENT

Le 29/08/2022

Synthèse du diagnostic : Présence de plomb

Revêtement (Revêtement)	Bas Droite	Plâtre	Peinture	2,35 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Revêtement (Revêtement)	Bas Gauche	Plâtre	Peinture	2,4 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Revêtement (Revêtement)	Haut Gauche	Plâtre	Peinture	1,2 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Revêtement (Revêtement)	Bas Centre	Plâtre	Peinture	2,74 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Mur plâtre papier peint (Mur)	Haut Droite	Pierre	Papier peint	0,33 mg/m²	Non visible	Inconnu
Mur plâtre papier peint (Mur)	Centre Gauche	Pierre	Papier peint	0,36 mg/m²	Non visible	Inconnu
Mur plâtre papier peint (Mur)	Bas Droite	Pierre	Papier peint	0,35 mg/m²	Non visible	Inconnu

Fond de bois peint (Ciment/Faï)	Centre Centre	Bois	Peinture	2,02 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Fond de bois peint (Ciment/Faï)	Centre Gauche	Bois	Peinture	1,7 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Fond de bois peint (Ciment/Faï)	Bas Centre	Bois	Peinture	2,85 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Fond de bois peint (Ciment/Faï)	Centre Gauche	Bois	Peinture	1,75 mg/m²	Etat d'usage	Inconnu
Mur plâtre papier peint (Mur)	Haut Centre	Pierre	Papier peint	0,05 mg/m²	Non visible	Inconnu

### Généralités :

Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives indiquant la présence de plomb.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise ayant effectué les travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1000 microgrammes par m2, dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement des peintures contenant du plomb / la déconstruction des éléments revêtus de peintures contenant du plomb / la démolition des constructions.

Cette méthodologie sera conforme aux dispositions de l'ED 909, édition 2013, et sera détaillée dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise, qui devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTP.

Chaque entreprise en charge des travaux sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc...ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP, mesure de la VME), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra fournir notamment :

- Le détail de mise en œuvre des plaques de BA 10/13 (préparation des supports) des zones à encoffrer ;
- Le confinement total des zones à traiter (plan de confinement à établir pour chaque zone concernée). Ce confinement sera constitué de plaques de CP ou BA 13 jointives et étanches à l'air ;
- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise en big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.

L'enlèvement des peintures au plomb (parois murales, menuiseries et châssis maintenus en place, ouvrants conservés) sera réalisé par un décapant du type BIOSMART de chez PROTECORE (ou équivalent).

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des organismes de prévention et de contrôle ;

- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.



Unité de diagnostic (UD)	Localisation de la mesure	Substrat	Revêtement	Valeurs ou constat visuel	Etat de conservation	Travaux envisagés
Rez de chaussée - Côté cours - Vol 8 (Atelier)						
Radiateur (Radiateur)-Radiateur1	Haut Gauche	Métal	Peinture	1,07 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Radiateur (Radiateur)-Radiateur1	Centre Droite	Métal	Peinture	2,32 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Radiateur (Radiateur)-Radiateur2	Bas Centre	Métal	Peinture	2,6 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Radiateur (Radiateur)-Radiateur3	Centre Centre	Métal	Peinture	2,02 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Canalisation (Canalisation)-Gan1	Centre Gauche	Métal	Peinture	1,7 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Radiateur (Radiateur)-Radiateur1	Centre Gauche	Métal	Peinture	1,86 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Porte bois peint (Dormant)-Po1	Haut Droite	Bois	Peinture	1,5 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Embrasure)-Po1	Bas Gauche	Bois	Peinture	2,42 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Dormant extérieur)-Po1	Bas Centre	Bois	Peinture	2,73 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Ouvrant extérieur)-Po1	Centre Droite	Bois	Peinture	2,15 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Dormant)-Po1	Haut Droite	Bois	Peinture	10 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Embrasure)-Po1	Bas Droite	Bois	Peinture	10 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Dormant extérieur)-Po1	Haut Droite	Bois	Peinture	10 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Ouvrant extérieur)-Po1	Bas Gauche	Bois	Peinture	10 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Bas Gauche	Plâtre	Peinture	0,07 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Haut Gauche	Plâtre	Peinture	0,03 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Bas Droite	Plâtre	Peinture	0,04 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Bas Centre	Plâtre	Peinture	0,06 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Centre Droite	Plâtre	Peinture	0,07 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Bas Gauche	Plâtre	Peinture	0,01 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Bas Gauche	Plâtre	Peinture	0,08 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Haut Droite	Plâtre	Peinture	0,08 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu

Unité de diagnostic (UD)	Localisation de la mesure	Substrat	Revêtement	Valeurs ou constat visuel	Etat de conservation	Travaux envisagés
Rez de chaussée - Côté cours - Vol 9 (Hangar)						
Porte bois peint (Embrasure)-Po1	Haut Centre	Bois	Peinture	0,16 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Porte bois peint (Dormant)-Po1	Bas Droite	Bois	Peinture	0,49 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Porte bois peint (Dormant)-Po1	Centre Droite	Bois	Peinture	0,36 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Porte bois peint (Ouvrant)-Po1	Haut Droite	Bois	Peinture	0,21 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Porte bois peint (Ouvrant)-Po1	Bas Centre	Bois	Peinture	0,43 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Haut Centre	Plâtre	Peinture	0,03 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Haut Centre	Plâtre	Peinture	0,07 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu
Mur joint de scellement peint-Mur1	Centre Droite	Plâtre	Peinture	0,07 mg/cm²	Etat d'usage	Inconnu

### 3. PIC

#### Plans de phasage

A la charge de l'entreprise du lot 01

Les travaux se déroulent en deux phases :

- Phase 01 : installation + isolement des réseaux + travaux de démolition & curage + nettoyage des lieux
- Phase 02 : plan de retrait désamiantage + travaux de désamiantage + nettoyage des lieux

#### Plans d'installation de chantier

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

#### Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

## 4. Réseaux

### DICT

#### Particularités :

A la charge des l'entreprises réalisant des travaux a proximité de réseaux

Contraintes issues des documents reçus : à préciser

#### Généralités :

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;

b) avant l'exécution des travaux :

- soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
- soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
- soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.

c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation

d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;

e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;

f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;

g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;

h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;

i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;

j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :

- de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des

plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour;

- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

### Consignations

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Réseaux consignés : à préciser

Chargé de consignation : à préciser

Réseaux actifs et repérés comme tels : à préciser

### Généralités :

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

### Électricité de chantier de base

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Emplacement de l'armoire principale : à préciser

### Généralités :

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé des cantonnements, des bureaux de chantier ;
- Le branchement du digicode/lecteur de badge/du lecteur biométrique contrôlant l'accès piéton au chantier
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier, et blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) / par une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011 (pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

### Électricité complémentaire

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Type de coffrets et répartition : un coffret par niveau

**Généralités :**

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (compris désamiantage, chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A.
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier (accès aux bungalows et tous cheminements extérieurs) par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, cabines d'ascenseurs de chantier, etc...si nécessaire.
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

### Installation existante

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Locaux ou équipements concernés : à préciser

**Généralités :**

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

### Eau potable de chantier de base

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Emplacement de la vanne d'arrêt générale : à préciser

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux de gros-œuvre,

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

### Eau potable complémentaire

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Emplacement des robinets de puisage : 1 par niveau

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable un point de puisage tous les 3 niveaux de chaque cage d'escalier, avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau.

## 5. Installations de chantier

### Clôtures de chantier

#### Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

En limite de l'emprise : emplacements à préciser

A l'intérieur de l'emprise : emplacements à préciser

#### Généralités :

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboitement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- de GBA (séparation du trafic piétons et véhicules dans l'emprise comme hors emprise) ;
- de tunnels pour piétons ;
- de feux de signalisation,
- de marquages au sol,
- de panneaux de signalisation routière ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails, tourniquets et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

En phase démolition, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force. Elles seront maintenues en place jusqu'à l'arrivée du lot...

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'études de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

### Accès piétons

#### Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Accès à l'emprise par porte basculante avec badge : établi sur demande, par le MOA

#### Généralités :

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## Cantonnements

### Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Capacité d'accueil : 24 Personnes

Nombre de vestiaires : à préciser

Installés dans les existants, accès depuis : à préciser

Installés dans les bungalows, situés : à préciser

Sanitaires relai situés : à préciser

### Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

- dans une partie des locaux existants, dans l'emprise ;

#### \* SANITAIRES

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC à la turque et lave mains, seront installées en complément, à proximité des pistes de chantier, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

#### \* REFECTOIRES

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

#### \* VESTIAIRES

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.



### Bureaux de chantier

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER  
Emplacement et accès: à préciser

**Généralités :**

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé et climatisé.

Le matériel de communication (téléphone, écran plat, liaison internet) et de reproduction (photocopieur/scan) nécessaire au bon fonctionnement du chantier sera installé, et mis à disposition de tous les intervenants.

### Protections contre l'incendie

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER  
Emplacement des extincteurs : 1 par niveau

Chaque entreprises réalisant des travaux par point chaud devra avoir son propre extincteur par poste de travail.

**Généralités :**

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès du PC sécurité

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risque rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

### Nettoyage des cantonnements

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER  
Périodicité : chaque jour

**Généralités :**

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

### Nettoyage du chantier

**Particularités :**

A la charge de chaque entreprise  
Périodicité : à chaque fin de tâche

**Généralités :**

Les gravais, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## 6. Circulations piétons et véhicules

### Ouverture/fermeture du chantier

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Qui ouvre, qui ferme : à préciser

Horaires : à préciser

Procédure pour heures supplémentaires : à préciser

Travaux le samedi : à préciser

Travaux le Dimanche : à préciser

### Cheminements sécurisés piétons

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Cheminement entre portillon et base-vie sécurisé par : à préciser

**Généralités :**

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

### Circulations verticales piétons

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER  
Escalier existant

**Généralités :**

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairement sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier, pendant toute la durée des travaux.

### Accès véhicules – livraisons

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER  
Type de portail ouvrant,  
Accès en marche arrière  
Sortie en marche avant

**Généralités :**

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise du chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

## 7. Stockage

### Aires de stockage - magasins

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER  
Emplacement : à préciser

**Généralités :**

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

## 8. Évacuation des déchets et matériaux

### Bennes de chantier

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Emplacement : sur le domaine publique

#### Généralités :

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier,

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

## 9. Protections Collectives

### Protections contre le bruit

Particularités :

Ensemble des entreprises

Emplacement : à préciser

Phasage, durée : à préciser

#### Généralités :

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

## 10. Spécificités complémentaires

### Curage-déconstruction

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot 01

Zones du chantier concernées : à préciser

#### Généralités :

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La conformité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des MPCA repérés et identifiés par étiquette ou marquage à la bombe de peinture.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdits d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation adéquate.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

Avant toute dépose de garde-corps existants, des protections collectives provisoires seront mises en œuvre.

En cas de dégagement de poussières ou de fumées, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

En cas de besoin, des cheminements horizontaux provisoires seront réalisés sur chaque plancher, de façon à permettre la circulation sécurisée des intervenants.

### Silice

Particularités :

A la charge de l'entreprise du lot 01 et 02

Mesures de protection spécifiques (masques, aspiration à la source, humidification etc..) : à préciser

Zones du chantier concernées : à préciser

#### Généralités :

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérogène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérogènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m<sup>3</sup> pour le quartz

0,05 mg/m<sup>3</sup> pour la cristobalite et la tridymite. L'abattage des poussières est un mode de protection collective contre l'exposition aux poussières

### Zoonose

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot 01

Zones du chantier concernées : à préciser

**Généralités :**

Pour lutter contre les risques liés à la présence de fientes d'oiseaux dans le bâtiment (ornithose-psittachose), une opération d'assainissement des locaux affectés sera menée avant toute intervention dans les existants.

Une base vie provisoire sera implantée dans la partie saine du bâtiment. Cette base vie comportera des vestiaires à double compartiment, un double sas, une douche, et un conteneur à fermeture hermétique.

Le double sas sera installé de manière à séparer les zones saines des zones affectées, et à permettre l'habillage et le déshabillage, avec les EPI adaptés: combinaison intégrale avec cagoule et sur chaussures, gants, demi-masque avec ventilation assistée.

Les personnels affectés aux travaux d'enlèvement des fientes devront avoir été formés à l'utilisation d'EPI à ventilation assistée, et avoir été reconnus apte par le médecin du travail.

## 11. Secours

### Trousse de secours

**Particularités :**

A la charge de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Emplacement en base vie

**Généralités :**

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

## Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

### 3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### 4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.



## 6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## 7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF/CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

## Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

### Partie à remplir par le CSPS

#### DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

23 rue Ikermann à Lille

Contraintes horaires et livraisons

Sans objet

Moyens de levage partagés disponibles

Sans objet

Zones tampons de stationnement

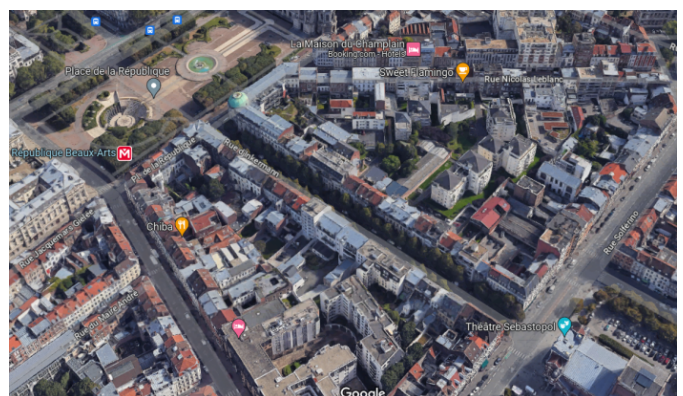
Sans objet

Quais de déchargement partagés disponibles

Sans objet

Contraintes particulières du site

A préciser



Partie à remplir par l'entreprise	
Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux